

A- LA RÉPUBLIQUE RADICALE

1 Le programme du Parti radical (juin 1901)

La plupart des réformes promises attendent encore. Leur heure devrait avoir sonné depuis longtemps, on ne peut plus la retarder. Ce sont d'abord celles qui visent le cléralisme. [...] Un autre péril grandit de jour en jour dans tous les pays. C'est le pouvoir que prennent dans les mains de la haute spéculation la concentration et le maniement des grands capitaux. Il faut préserver de leur domination croissante les intérêts généraux du pays, la liberté et la fortune de tous [...]. Les réformes sociales s'imposent entre toutes aux préoccupations des sociétés modernes. Ce qui nous sépare à cet égard des socialistes, c'est notre attachement passionné au principe de la propriété individuelle, dont nous ne voulons ni commencer ni même

préparer la suppression. [...] Les réformes fiscales ne sont pas moins urgentes. Notre système d'impôts reste léger aux riches, lourd aux pauvres, pesant surtout sur la masse des cultivateurs qui forment la majorité de la force du pays. Nous voulons avant tout l'établissement de cet impôt progressif qui décharge tous les travailleurs et qui sera particulièrement le grand dégrèvement des villages. [...] Ajoutez une véritable égalité devant le service militaire réduit à deux ans. Voilà les grandes lignes du programme. Pour sa pleine réalisation, nous attendons tout du suffrage universel. [...]

Discours de Camille PELLETAN au congrès constitutif du Parti radical, in J.-T. NORDMANN, *La France radicale*, Julliard-Gallimard, « Archives », 1977.

2 Le programme radical, 1907

Le Parti radical et radical-socialiste [...] se propose d'être l'union puissante de tous les fils de la Révolution en face des hommes de la Contre-Révolution [...]. Il entend poursuivre avec énergie la réalisation des réformes [...] contenues en principe dans le programme républicain depuis 1869 [...]. Sa doctrine n'est point enclose dans des formules absolues. Il ne reconnaît aucun dogme [...]. S'il combat tous les abus et veut supprimer tous les privilèges, il se refuse à établir, même théoriquement, entre les citoyens, des classes en lutte les unes contre les autres.

2. Il affirme la souveraineté du suffrage universel, souveraineté dont le principe exige que la Chambre des députés ait le dernier mot [...].

8. Le Parti [...] réclame l'abolition de la peine de mort.

9. Avec le maintien intégral des lois de laïcité, le Parti [...] demande la suppression effective des congrégations encore existantes.

10. [...] Tous les enfants du peuple ont droit à l'éducation intégrale suivant leurs aptitudes [...].

11. Le Parti [...] veut l'établissement d'un impôt global et progressif sur le revenu [...].

14. Le Parti [...] est résolument attaché au principe de la propriété individuelle dont il ne veut ni commencer, ni même préparer la suppression [...].

16. Résolument hostile aux conceptions égoïstes de l'école du laisser-faire, notre Parti garde sa personnalité en affirmant le droit pour l'État d'intervenir dans les rapports du capital et du travail [...].

17. L'État doit acquitter la dette de la société envers [...] tous ceux qui ont besoin de la solidarité sociale.

18. Le Parti [...] est partisan de l'extension graduelle des droits de la femme.

QUESTIONS :

(→ cf. la chronologie de l'activité précédente)

→ la République radicale

1) En quel année naît le parti radical ?

2) Caractériser le programme et les réformes de la « république radicale ».

3) Que revendique le socialiste J. Jaurès ? Quels sont ses arguments ?

→ le ralliement progressif de l'Eglise catholique

4) Quelles lois ont marqué une rupture entre la République et l'Eglise catholique ? Définir le terme de « laïcité ».

5) Quand l'Eglise commence-t-elle à se rallier à la République ?

3 République et socialisme selon Jaurès

Vous avez institué entre l'ordre politique et l'ordre économique dans notre pays une intolérable contradiction.

Dans l'ordre politique, la nation est souveraine et elle a brisé toutes les oligarchies du passé; dans l'ordre économique, la nation est soumise à beaucoup de ces oligarchies. [...]

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois [...]; mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. [...]

Son travail n'est plus qu'une marchandise que les détenteurs du capital acceptent ou refusent à leur gré. Il peut être chassé de l'atelier, il ne collabore pas aux règlements d'atelier qui deviennent tous les jours plus sévères et plus captieux [trompeurs], et qui sont faits sans lui et contre lui.

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à une République sociale, [...] c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

Jean JAURÈS, Discours à la Chambre des députés, 21 novembre 1893.

4 Les débuts du ralliement des catholiques à la République

Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme d'un gouvernement n'a en soi rien de contraire, comme le proclamait dernièrement Léon XIII, aux principes qui peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées, lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient [...] de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie.

Cardinal Lavergne, archevêque d'Alger, le 12 novembre 1890.

Les républicains au pouvoir considèrent que le progrès et l'émancipation passent en premier lieu par l'instruction. Celle-ci doit également permettre la promotion sociale par le diplôme, et non plus par la naissance ou par la fortune.

Les lois scolaires de 1881 et 1882 constituent donc un élément central de l'œuvre entreprise. En effet, aux yeux des républicains, l'école doit, tout en respectant les principes de la laïcité, diffuser les valeurs et les idéaux de la République. Elle a ainsi pour objectif indirect que les électeurs « éduqués » ne votent plus pour des assemblées monarchistes comme en 1848 et en 1871. En outre, dans une France qui garde encore le souvenir cuisant de la défaite de 1871, les instituteurs doivent diffuser les valeurs patriotiques.



L'école de Buigny-les-Gamaches (Somme) en 1905. Musée national de l'Éducation, Rouen.

2 Les hussards noirs de la République

Notre jeune École normale était le foyer de la vie laïque, de l'invention laïque dans le département. [...] Sous la direction de notre directeur [...], de jeunes maîtres de l'École normale venaient chaque semaine nous faire l'école. Parlons bien : ils venaient nous faire la classe. Ils étaient comme les jeunes Bara¹ de la République. Ils étaient toujours prêts à crier « Vive la République ! ».

Nos jeunes maîtres étaient beaux comme des hussards noirs, sveltes, sévères, sanglés, sérieux et un peu tremblants de leur précocité, de leur soudaine omnipotence. Un long pantalon noir [...]. Un gilet noir. Une longue redingote noire. [...] Cette uniforme civil était une sorte d'uniforme militaire encore

plus sévère, encore plus militaire, étant un uniforme civique. [...] Porté par ces gamins qui étaient vraiment les enfants de la République. Par ces jeunes hussards de la République. Par ces hussards noirs de la sévérité. [...] Ces instituteurs étaient sortis du peuple, fils d'ouvriers, mais surtout de paysans et de petits propriétaires.

C. Péguy, « L'Argent », *Cahiers de la quinzaine*, Gallimard, 1913.

1. Jeune soldat républicain, âgé de 14 ans surpris dans une embuscade pendant la guerre de Vendée en 1793. Sommé de crier « Vive le roi ! », il cria « Vive la République ! » et mourut percé de coups.

3 La neutralité religieuse de l'école selon Jules Ferry

La neutralité religieuse de l'école, est un principe nécessaire dont l'application ne saurait être retardée [...].

La neutralité religieuse de l'école, c'est, à mes yeux et aux yeux du Gouvernement, la conséquence de la sécularisation du pouvoir civil et de toutes les institutions sociales [...].

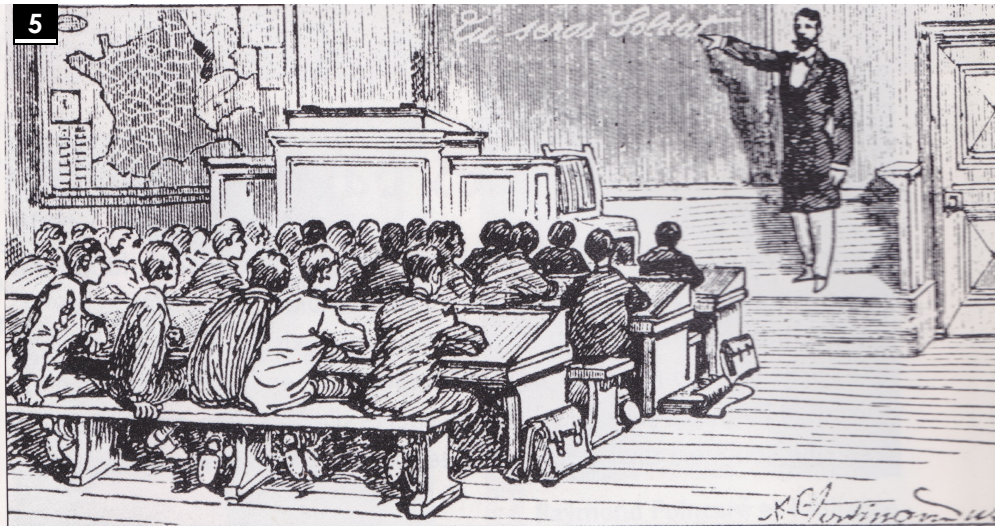
Il importe à la République, à la société civile, il importe à tous ceux qui ont à cœur la tradition de 1789 que la direction des écoles, que l'inspection des écoles n'appartiennent pas à des ministres du culte qui ont, sur ces choses qui nous sont chères et sur lesquelles repose la société, des opinions séparées des nôtres par un si profond abîme ; cela, Messieurs, c'est un intérêt général, et voilà pourquoi nous vous demandons de faire une loi qui établisse la neutralité confessionnelle des écoles.

Discours à l'Assemblée, 23 décembre 1880.

4 L'école et les cultures régionales

Nous nous mettons bientôt à la torture, bourrés de bonne volonté, pour fabriquer de petites phrases en français. Est-ce de notre faute si des mots bretons se glissent dedans ? D'ailleurs, le maître est le seul à s'en apercevoir. Quand il assène un coup de règle sur la table, nous savons que nous avons failli. Il reprend la phrase avec le mot français. « J'ai vu eur c'hwede ce matin » dit l'un de nous. Le maître écrit au tableau : une alouette. Répétez : « J'ai vu une alouette ce matin ». Mais quelquefois lui-même, empêtré dans ses définitions, voyant qu'il n'est pas compris, finit par avoir recours au mot breton quand il n'a pas d'image à sa disposition. [...] Ce jeu-là nous fait même plaisir. Mais les mots ne se mettent pas toujours en images. Le maître, sévère, avec une petite lueur dans l'œil, est bien obligé de souffler le terme breton. Toute la classe sourit, respire à l'aise, soulagée. Ah ! C'était donc cela ! Mais nous avons remarqué qu'il n'a recours à notre « mot » qu'à contre-cœur.

Pierre Jakez-Hélias, *Le Cheval d'orgueil*,



5 Le patriotisme à l'école : « Tu seras soldat. »

Illustration d'un manuel scolaire français d'avant 1914.



6 Les « quatre races d'hommes »

La légende de cette gravure précise : « La race blanche [...] habite surtout l'Europe, l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique et l'Amérique. [...] La race jaune occupe principalement l'Asie orientale, la Chine et le Japon. [...] La race rouge habitait autrefois toute l'Amérique. [...] La race noire occupe surtout l'Afrique et le sud de l'Océanie. »
G. Bruno, *Le Tour de la France par deux enfants*, 1877.

QUESTIONS :

→ doc 3

1) Le souhait de Ferry a-t-il été suivi d'effet ?

→ doc. 4

2) Quelle région de la France est représenté en noir sur la carte murale ? Pourquoi ?

3) D'après ce dessin, à quoi doit préparer l'école ?

→ docs 3, 5 et 6 :

4) Quelle est l'attitude des instituteurs face aux cultures régionales ?

5) Quelle est l'attitude des instituteurs face à la colonisation ?

6) Quelle est l'attitude des instituteurs face à la religion ?

→ docs 1,2 et 4

7) Justifier l'expression « hussard (=soldat) noir de la république ».

→ docs 2,3,4 et 6

8) Quelles valeurs l'école diffuse-t-elle ?

SYNTHÈSE :

Rédiger un texte expliquant le rôle qui est donné à l'école par la République avant 1914.

A- L'AFFAIRE DREYFUS A-T-ELLE PERMIS D'ENRACINER LA RÉPUBLIQUE ?

En 1894, un officier juif, le capitaine Alfred Dreyfus, est condamné pour trahison par un tribunal militaire. Quatre ans plus tard éclate un scandale qui révèle le coup monté : Émile Zola, dans une lettre adressée au président de la République (« J'accuse »), prend parti pour Dreyfus, qui avait été injustement condamné. Très rapidement, l'« affaire Dreyfus » passionne l'opinion publique, qui se divise en deux : d'un côté, les « antidreyfusards », pour qui il ne faut pas affaiblir l'armée de la République, même s'il y a erreur judiciaire ; de l'autre, les « dreyfusards », pour qui rien ne doit être placé au-dessus de la vérité et de la justice. L'affaire Dreyfus mobilise et rassemble les forces favorables à la justice et à l'égalité. Elles s'uniront en 1902 dans le « Bloc des gauches ».

Chronologie de l'affaire Dreyfus

- Septembre 1894** Interception d'un bordereau, envoyé par un officier français, espionnant pour le compte de l'Allemagne.
- Octobre 1894** Arrestation du capitaine Alfred Dreyfus, accusé de trahison.
- Novembre 1897** Le frère de Dreyfus accuse le commandant Esterhazy d'être l'auteur du bordereau.
- Janvier 1898** Émile Zola publie « J'accuse ».
- Août 1898** Découverte d'un « faux » réalisé par le colonel Hubert Henry.
- Juin 1899** Formation du gouvernement de « défense républicaine » présidé par le modéré Waldeck-Rousseau.
- Août 1899** Second procès de Dreyfus à Rennes. Dreyfus de nouveau condamné avec circonstances atténuantes (10 ans de réclusion).
- Décembre 1899** Le président Loubet accorde la grâce à Dreyfus.
- 1906** La Cour de cassation annule le jugement de Rennes. Dreyfus est réintégré dans l'armée.

1 Le point de vue du nationaliste Maurice Barrès

La mise en liberté du traître Dreyfus serait après tout un fait minime, mais si Dreyfus est plus qu'un traître, s'il est un symbole, c'est une autre affaire : c'est l'affaire Dreyfus ! Halte là ! Le triomphe du camp qui soutient Dreyfus-symbole installerait décidément au pouvoir les hommes qui poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. Et moi je veux conserver la France.

C'est tout le nationalisme, cette opposition. Vous songez et vous prétendez nous plier sur vos songeries. Nous constatons les conditions qui peuvent seules maintenir la France et nous les acceptons. [...]

In abstracto, on peut soutenir cette thèse-ci et cette thèse-là, on peut, selon le cœur qu'on a, apprécier ou déprécier l'armée, la juridiction militaire, les luttes de race. Mais il ne s'agit pas de votre cœur ; il s'agit de la France et ces questions doivent être traitées par rapport à l'intérêt de la France.

Il ne faut pas supprimer l'armée, parce qu'une milice ne suffirait point, je vous prie de le croire, en Lorraine.

Il ne faut point supprimer la juridiction militaire parce que certaines fautes insignifiantes chez le civil deviennent par leurs conséquences très graves chez le militaire.

Il ne faut point se plaindre du mouvement antisémite dans l'instant où l'on constate la puissance énorme de la nationalité juive qui menace de « chambardement » l'État français. [...]

Maurice BARRÈS, « L'État de la question », *Le Journal*, 4 octobre 1898.

2 Le « monument Henry »

En 1898, le journal antidreyfusard et antisémite *La Libre Parole* ouvre une souscription pour la veuve du colonel Henry, qui s'est suicidé après avoir fabriqué un faux pour accabler Dreyfus. La liste des fonds recueillis et des motivations des souscripteurs est publiée en 1899.

- | | Francs |
|--|--------|
| • Un commerçant de Nancy, 3 francs ; deux employés, 2 francs, en haine des Juifs | 5 |
| [...] | |
| • Un commerçant rouennais en haine des Juifs | 1 |
| • Un petit commerçant ruiné par les Juifs | 1 |
| • Deux commerçants du quai Jemmapes qui exècrent les Juifs | 4 |
| • À quand le coup de balai ? | 1 |
| • À quand le sabre vengeur ? Au drapeau ! À bas les Juifs ! Famille A. G., Marseille | 5 |
| [...] | |
| • Un curé de campagne qui fait les vœux les plus ardents pour l'extermination des deux ennemis de la France : le Juif et le franc-maçon | 5 |
| • Vive le Christ ! Vive la France ! Vive l'Armée ! Un curé de petit village bien antisémite | 1 |
| • Un curé du diocèse de Bayeux. À bas les républicains de tout acabit : youpins, huguenots, francs-maçons et tous les enjuivés comme eux ! | 1 |
| • Un petit curé poitevin qui chanterait avec joie le requiem du dernier des youpins | 1 |

Pierre QUILLARD, *Le Monument Henry*, 1899.

Zola, « J'accuse », 13 janvier 1898

L'auteur

Écrivain au sommet de sa carrière littéraire en 1898, Émile Zola prend position en faveur de Dreyfus dans *Le Figaro* du 25 novembre 1897. Deux autres articles paraissent en décembre 1897, puis la direction du quotidien, sensible aux protestations de ses lecteurs, cesse cette collaboration. Zola poursuit alors ses interventions par des brochures.

Depuis 1894, un petit groupe d'hommes lutte pour défendre l'innocence de Dreyfus et obtenir la révision du procès. Les révélations de la presse accablent le plus souvent Dreyfus, à la satisfaction des antisémites et des nationalistes. La lettre ouverte de Zola constitue l'un des temps forts de l'affaire Dreyfus qu'elle réactive de manière spectaculaire et décisive.

3

Lettre à M. Félix Faure, Président de la République
Monsieur le Président,

[...] Un conseil de guerre vient, par ordre, d'oser acquitter un Esterházy¹, soufflet suprême à toute vérité, à toute justice. Et c'est fini, la France a sur la joue cette
5 souillure, l'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a pu être commis. [...]

Je l'ai démontré d'autre part : l'affaire Dreyfus était l'affaire des bureaux de la guerre, un officier de l'état-major, dénoncé par ses camarades de l'état-major, condamné sous la pression des chefs de l'état-major. Encore une fois, il ne peut
10 revenir innocent, sans que tout l'état-major soit coupable. [...] C'est un crime d'égarer l'opinion, d'utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu'on a pervertie, jusqu'à la faire délirer. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance, en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la grande France libérale des droits de l'homme
15 mourra, si elle n'en est pas guérie. C'est un crime que d'exploiter le patriotisme pour des œuvres de haine, et c'est un crime enfin que de faire du sabre le dieu moderne, lorsque toute la science humaine est au travail pour l'œuvre prochaine de vérité et de justice. [...]

Je le répète avec une certitude plus véhémement : la vérité est en marche, et rien
20 ne l'arrêtera. C'est d'aujourd'hui seulement que l'affaire commence, puisque aujourd'hui seulement les positions sont nettes : d'une part, les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse ; de l'autre, les justiciers, qui donneront leur vie pour qu'elle soit faite. [...]

J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de
25 l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables.

J'accuse le général Mercier de s'être rendu complice, tout au moins par faiblesse d'esprit, d'une des plus grandes iniquités du siècle.

J'accuse le général Billot d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'in-
30 nocence de Dreyfus et de les avoir étouffées [...].

Et l'acte que j'accomplis ici n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice.

Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme.
35 Qu'on ose donc me traduire en Cour d'Assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends.

Extrait de la « Lettre au président de la République » d'Émile ZOLA, *L'Aurore*, 13 janvier 1898.

1. Esterházy est le véritable coupable, l'auteur du document qui est à l'origine de la condamnation de Dreyfus.



— Surtout ! ne parlons pas de l'affaire Dreyfus !



— Ils en ont parlé...

Caricature de CARAN D'ACHE, *Le Figaro*, 14 février 1898.

Les conséquences politiques de l'affaire Dreyfus : un gouvernement de défense républicaine

Le cabinet Waldeck-Rousseau a tout espoir de rester en fonction comme ministère de l'exposition⁽¹⁾. Il est fort en soi parce qu'il dispose d'hommes de valeur, que le Parlement s'est révélé totalement incapable et que nul autre ministère ne trouverait de majorité dans cette lamentable Chambre des députés. Waldeck-Rousseau et le général Galliffet⁽²⁾ se sont assigné la tâche de rétablir, dans l'administration et dans l'armée, une autorité qui est tout à fait minée dans le pays [...]. Ce qu'il y a d'insensé dans la situation actuelle, c'est le déplacement total des partis : royalistes, antisémites, chauvins, nationalistes et le parti Méline attaquent notamment le général Galliffet sans ménagements, tandis que radicaux et socialistes le soutiennent [...]. Waldeck-Rousseau a pris dans son cabinet des ministres fort habiles et, en faisant entrer dans son ministère deux socialistes, il a gagné deux collaborateurs énergiques et très capables.

Lettre du prince de MÜNSTER, ambassadeur d'Allemagne à Paris, au chancelier Hohenhole, 1899.

(1) L'Exposition universelle doit avoir lieu en 1900.

(2) Ministre de la Guerre. Il a participé à la répression des Versaillais contre la Commune.

Reclassements politiques et mutations des comportements

L'Affaire a-t-elle modifié l'histoire de la République, le rapport des forces politiques en France ? Tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'elle a finalement servi l'ordre républicain, renforcé la démocratie parlementaire, assurant la défaite des forces réactionnaires, ruinant l'espoir d'une restauration de l'ordre ancien. La confusion, dans une même exécution, des Juifs, des dreyfusards, du Parlement et de la République, les excès de l'antisémitisme, passant du fanatisme des discours à la violence des comportements, les brutalités d'un nationalisme enveloppant dans les plis du drapeau les valeurs de l'Ancien Régime, les tentatives de coup d'État, bouffonnes ou sérieuses, eurent pour contrecoup de rassembler les républicains. [...]

L'Armée et l'Église, les deux grandes forces antidreyfusardes, furent ainsi les victimes de l'Affaire. Parce qu'elles s'y engagèrent, et confondirent dans leur combat Dreyfus et la République, elles obligèrent la République à leur imposer son ordre.

[L'Affaire aurait aussi] marqué l'entrée dans la vie publique de couches nouvelles s'exprimant par des moyens nouveaux. Le règne absolu des comités de notables et des intermédiaires élus a pris fin pendant les années de l'Affaire. Non seulement la presse, les intellectuels groupés et organisés, les ligues de droite et de gauche, mais les syndicats, les coopératives, les sociétés professionnelles, les associations universitaires se sentent désormais « parties prenantes » dans la vie publique. [...] la République se modernise. Elle n'est plus seulement le champ clos des rivalités d'élus, mais elle devient aussi l'affaire des citoyens qui s'organisent et s'expriment par des voies diverses.

J.-D. BREDIN, *L'Affaire*, Julliard, 1983.

L'avènement des intellectuels

La charge de fascination qu'a prise la crise dreyfusienne dans notre histoire vient de ce qu'elle n'est pas d'abord une crise politique mais une crise morale. À cette occasion, de nouveaux protagonistes ont surgi qui ont pris le nom d'intellectuels.

Le geste hardi de Zola, aventurant sa notoriété, s'exposant à tous les coups, ruinant ses dernières chances d'être élu à l'Académie, des centaines de professeurs, d'hommes de cabinet, de paisibles savants y font chorus, en signant une proclamation en faveur de la révision. Ce nom d'intellectuels, pris comme substantif, était nouveau.

[...] L'Affaire a déclenché l'engagement collectif des intellectuels dans la vie politique. Il n'est pas douteux que la place très particulière des intellectuels en France, leur influence privilégiée comparée aux habitudes des autres pays, lui est en partie redevable, sans préjudice de l'exemple antérieur des « philosophes » avant la Révolution.

M. WINOCK, *La Fièvre hexagonale*, Calmann-Lévy, 1986.

QUESTIONS :

→ docs 1 et 2

1) De quels mouvements ou institutions M. Barrès se fait-il le défenseur ?

2) Au nom de quelle valeur suprême ?

→ docs 3 & 4

3) Présenter et analyser ces deux documents.

4) Quel lien peut-on faire entre ces deux documents ?

→ doc. 5 :

5) Montrer que l'Affaire Dreyfus est à l'origine du gouvernement de « défense républicaine » de Waldeck Rousseau en 1899.

→ doc 6 et 7

6) Pour quelles autres raisons l'Affaire est-il si importante ?

SYNTHÈSE :

Montrer que la division des Français à propos de l'Affaire Dreyfus mobilise les forces de « gauche » contre celles de « droite » puis répondre à la question de l'activité.

B- LES AUTRES CRISES DE LA III^E RÉPUBLIQUE : populisme & nationalisme



Le programme du général Boulanger (avril 1880)

2

Travailleurs, que vous manque-t-il? Du travail et du pain! [...]

Place à celui qui relèvera le travail national! Place au général qui, nous donnant la force, nous donnera la sécurité, sans laquelle il n'y a pas d'entreprise possible!

Place au Réformateur qui, protégeant l'industrie, le commerce et l'agriculture, vous donnera la possibilité de nourrir vos enfants, de les élever et d'en faire de bons et solides ouvriers!

Boulanger vous défendra contre la concurrence étrangère.

Boulanger, dont les mains sont pures de tout trafic honteux, ne s'inspirera que de vos intérêts. C'est parce qu'il est honnête par-dessus tout que ceux qui

vous vendent depuis si longtemps ont essayé de l'abattre. [...]

Vous tous, ouvriers écrasés par les conséquences désastreuses d'une politique néfaste, qui réduit le travail national!

Vous tous, paysans, qui voulez garder le champ de vos pères et ne pas manger d'un pain honteusement conservé!

Vous, bourgeois et patrons, atteints dans vos intérêts par le chaos au fond duquel grouille le parlementarisme discrédité!

Vous aussi, élite intellectuelle de la nation, humiliée par la fortune insolente des médiocrités sans pudeur!

Soutenez le général Boulanger!

L'Action française contre la République

L'Action française est le journal des bons citoyens désabusés de la République, ralliés à la Monarchie. [...] Seuls les intéressés, les nigards et les pauvres primaires ignorants pourront se soustraire à cette évidence: la République, c'est le Mal.

La République est le gouvernement des Juifs [...]. La République est le gouvernement des pédagogues protestants [...]. La République est le gouvernement des francs-maçons [...]. La République est le gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés ou métèques [...].

Régime abominable [...], la République est décidément condamnée, et la seule inquiétude de la raison française tient à ce qu'on ignore qui l'on mettra à la place de ce qui est. Nous y mettrons le Roi. [...] Patriotes français, nationalistes, antidreyfusards, catholiques, hommes d'ordre, hommes de progrès, riches, pauvres, de toute classe, de tout métier, de tout parti, vous qui en avez assez, qui êtes las de gémir, qui voulez en finir: vous lirez tous L'Action française qui dira chaque jour, non seulement les maux publics, mais le moyen, le moyen sûr, le moyen radical, l'unique moyen de terminer les misères de la Patrie. Jeter à bas la République! Proclamer le duc d'Orléans!

Charles MAURRAS, dans L'Action française, n° 3, 23 mars 1908.

4



Boulanger à l'assaut du pouvoir

P. de SEMANT, *La Bombe*, le 14 juillet 1889.
Le Général: « En avant électeurs, en avant! »

QUESTIONS :

→ LE BOULANGISME

- 1) Quel est le programme du général Boulanger.
- 2) Quel est son slogan ?
- 3) Enumérez les différents soutiens dont bénéficie le général Boulanger.
- 4) Y-a-t-il une cohérence d'ensemble ?

5 Un discours nationaliste

Ah! oui, sans doute, si nous consentions à placer la République française sous le protectorat de l'Empire d'Allemagne; oui, si nous acceptions d'être une colonie germanique taillable et corvéable à merci, oui, si nous nous résignons à être des Dahoméens ou des Tonkinois de race blanche; si, capitulant sans bataille, nous nous laissons encercler dans quelque Zollverein nous astreignant à ouvrir tous nos marchés aux productions et aux spéculations industrielles, commerciales et financières des pangermaniques triomphants, et si, ne travaillant réellement plus que pour le roi de Prusse, nous ruinons de gaieté de cœur les ouvriers et les patrons français au seul profit des patrons et des ouvriers allemands, ah! assurément oui, l'ennemi héréditaire nous laisserait vivre en paix, satisfait qu'il serait de nous voir vivre en servitude, et Guillaume II se montrerait, comme il le dit parfois, le meilleur de nos amis, à condition d'être le plus obéi des maîtres. Morts de Champigny, dormez en paix! Espérez, frères d'Alsace-Lorraine! L'Allemagne a réveillé la France! La France est debout! Vive la France!

Paul DÉROULÉDE, Discours prononcé à Champigny-la-Bataille¹, 3 décembre 1908.

1. Lieu d'affrontements pendant la guerre de 1870.

5) Comment Boulanger compte-t-il prendre le pouvoir ?

6) Définir avec vos termes la notion de populisme.

→ l'action française

7) En utilisant un vocabulaire précis, définissez l'idéologie de l'Action française.

→ le nationalisme

8) En quoi ce discours est-il nationaliste ?

SYNTHÈSE :

Quelles sont les valeurs et l'idéologie de l'extrême droite ? En quoi l'extrême droite constitue-t-elle une menace pour la République ?

C- LES AUTRES CRISES DE LA III RÉPUBLIQUE : l'extrême gauche

1



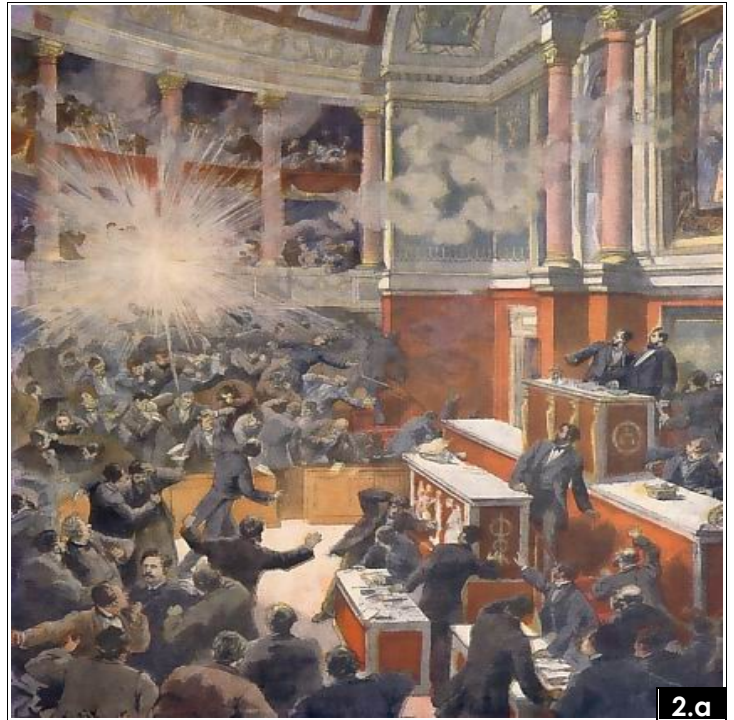
La contestation socialiste (Couverture du Petit Sou en 1900 par Théophile Steinlen)

→ doc. 1 :

- 1) Décrire la « une » du Petit Sou (personnages & symboles)
- 2) Quels sont les objectifs de personnes comme Jules Guesde ?
- 3) De quelles théories s'inspirent-elles ?

→ docs 2 :

- 4) Comment les anarchistes menacent-ils la république ?
- 5) Quelles sont leurs motivations ?



2.a

L'action anarchiste

(Couverture du Petit Journal, 23 décembre 1893)

Le 9 décembre 1893, l'anarchiste Édouard Vaillant fait exploser une bombe dans la Chambre des députés. Il n'y a aucun mort, mais l'émotion est grande, d'autant plus que beaucoup d'attentats se commettent alors. En 1894, le président de la République, Sadi Carnot, est assassiné par l'anarchiste Caserio.

2.b



ASSASSINAT DU PRÉSIDENT CARNOT
LE 9 JUNE

